



La gestion post-Bush du chaos irakien et afghan

« Que les Américains s'en aillent ou qu'ils demeurent, la stabilisation de la vieille Mésopotamie n'est pas pour demain. »

Patrice Claude, *Le Monde*, 19 mars 2008.

Le contexte international s'est largement détérioré au cours des dernières années, particulièrement entre la Russie et les États-Unis. Notamment à cause de la volonté américaine d'installer 10 intercepteurs antimissiles en Pologne et un radar à pulsions phasées en République tchèque, d'étendre la couverture de l'OTAN à l'Ukraine et à la Georgie, sans parler du soutien des pays occidentaux à l'indépendance du Kosovo. De son côté, le président Bush continue de soutenir contre vents et marées la candidature de l'Ukraine à l'OTAN, « le seul pays non membre de l'OTAN », souligne-t-il, « qui appuie chacune des missions de l'OTAN », que ce soit au Kosovo ou en Afghanistan. L'Allemagne, la France, l'Italie et d'autres pays européens vont sans doute mettre des bâtons dans les roues de ce projet de Washington ou du moins soulever suffisamment d'obstacles pour prévenir l'application du Plan d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, d'ici la fin du mandat du président Bush.

La question géorgienne est encore plus épineuse pour l'OTAN étant donné les conflits persistants de ce pays avec les régions séparatistes d'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Pourtant, le sénateur McCain (Arizona) ne se préoccupe guère de ces questions puisqu'à ses yeux, il faut exclure la Russie du G-8, élargir ce club sélect à l'Inde et au Brésil, et cesser de travailler avec une Russie revancharde pour s'adjoindre une « Ligue des démocraties » sous leadership américain, comme alternative à l'ONU. Formule largement privilégiée dans le passé par les États-Unis - une coalition de volontaires -, il est donc difficile de savoir en quoi la nouveauté du sénateur McCain réside ici.

LA SITUATION RÉGIONALE EN IRAK ET EN AFGHANISTAN

La situation régionale au printemps 2008 n'est guère plus reluisante que celle qui prévalait dans le passé. Les États-Unis se sont trompés d'ennemi avec l'Irak, ont choisi le bon en Afghanistan mais avec des moyens qui heurtent les sentiments afghans, tout en se découvrant un nouvel ennemi, l'Iran, cour arrière de la Russie qui n'entend pas, tout comme la Chine, laisser aux États-Unis seuls, le soin de décider de l'avenir de la planète.

Les guerres d'Irak et d'Afghanistan sont un désastre militaire, politique, économique, humanitaire et financier (voir encart, page 2). En Irak, la situation militaire n'est pas plus stable qu'autrefois même si le nombre d'incidents violents a diminué - ce qui n'inclut pas les violents combats de Bassorah en mars 2008 et de Sadr Cité en avril - et de l'avis même des militaires américains, l'Afghanistan ne sera pas en mesure de s'occuper seule de sa sécurité avant 2013.

DES GÉNÉRAUX DIVISÉS

S'opposant à l'extension de la guerre de Corée à la Chine en mai 1951, comme le souhaitait à l'époque le général Douglas MacArthur, le général Bradley, alors président des chefs d'état-major, fit sa célèbre déclaration : « ce serait se tromper de guerre, d'endroit et d'ennemi. » Le président Kennedy reprendra ce discours en octobre 1960 : « Si je suis élu, je ne risquerai pas la vie de soldats américains pour les impliquer dans une mauvaise guerre, au mauvais endroit et avec le mauvais ennemi ». Le véritable ennemi de l'époque n'était pas la Chine qui n'entend pas dominer le monde, ajoutait John F. Kennedy, mais l'URSS qui souhaite plutôt « enterrer » l'Occident.

On pourrait dire la même chose aujourd'hui de l'Irak et remplacer l'URSS par l'Iran. La démission de l'amiral William Fallon, commandant du Commandement central, donc des forces américaines en Irak et en Afghanistan, en dit long sur l'état d'esprit de certains dirigeants américains. Sur la chaîne *Al Jazeera* en automne dernier, l'amiral a déclaré que les roulements de tambour de guerre n'étaient ni aidants ni utiles. Il aurait démissionné, selon la revue *Esquire* du 11 mars 2008, parce que ses plans de rapprochement avec la Russie, la Chine et l'Iran, n'obtenaient pas la faveur de la Maison-Blanche.



Bilan de deux guerres inachevées au 1^{er} avril 2008

Afghanistan (pop : 31,1 millions)

Soldats américains tués : 487

Nombre de blessés américains : 1 898

Nombre de soldats US sous commandement US : 13 000 à 14 000

Nombre de soldats au sein de l'ISAF (sous commandement OTAN depuis août 2003): 43 250 dont 15 000 Américains (3 200 marines et plus viendront s'ajouter à cette Force durant l'année 2008)

Soldats de la coalition tués : 777 dont 82 Canadiens

Nombre de soldats par 1 000 habitants : 1

Coût de la guerre en Afghanistan pour le Canada : plus de 1,7 milliard de dollars

Aide humanitaire en Afghanistan

15 des 25 milliards promis ont été versés ;

Le tiers de l'aide est aspiré dans les « trous noirs » de la corruption ;

40 % des sommes allouées retournent aux donateurs.

Nombre d'Afghans tués : Plus de 6 500 en 2007, 4 000 en 2006 et 1 000 en 2005.

Les attaques des insurgés ont augmenté de 15 à 20 % depuis le début de l'année 2008.

Le gouvernement Karzaï contrôle moins que le tiers du pays, les Talibans 10 %, tandis que les seigneurs de la guerre se partagent le reste du territoire (Déclaration du Directeur du Renseignement militaire, le vice-amiral Michael McConnell, 27 février 2008)

Situation des réfugiés : Quelque 900 000 Afghans sont officiellement réfugiés en Iran, mais plus de 360 000 Afghans sans papiers ont été expulsés d'Iran en 2007. Sept mille autres ont quitté l'Iran volontairement.

« Au Pakistan, les réfugiés sont essentiellement de souche pachtoun, et ils se réfugient dans des territoires dominés par les Pachtouns. Le HCR y créera plus de 300 villages de réfugiés. En revanche, en Iran, la majorité des réfugiés afghans sont tadjiks, ouzbeks ou hazaras.»

Source : *La Documentation Française*.

Iraq (Pop : 25 millions)

Soldats américains tués : 4 000

Nombre de blessés américains : 29 000 et plus

Nombre de soldats US : Plus de 140 000

Forces de la coalition multinationale : 16 372

Nombre de soldats par 1 000 habitants : 7

Coût de la guerre par jour : 100 millions

Coût global pour les 2 guerres : De un à deux mille milliards de dollars selon le Congressional Budget Office (CBO), en fonction de la durée des guerres

Le défi humanitaire en Irak

60 % des Irakiens qui ont besoin d'une aide alimentaire ont accès au programme de distribution de nourriture du gouvernement, comparativement à 96 % en 2004 ; 43 % des Irakiens vivent dans une situation de pauvreté absolue; 28 % des enfants irakiens souffrent de malnutrition, comparativement à 19 % au début de la guerre, en 2003; 70 % des Irakiens n'ont pas accès à des réserves d'eau adéquates, comparativement à 50 % en 2003 ; 80 % des Irakiens n'ont pas accès à des installations sanitaires adéquates. (Nouvelles, International, *Radio-Canada*, 30 juillet 2007)

Nombre d'orphelins en Irak: 4,5 millions selon le *blog irakien Tell me A Secret* dont près de 500 000 vivent dans la rue, tandis que 800 croupiraient dans des prisons américano-irakiennes. Propos rapportés dans *Le Monde*, 19 mars 2008

Civils irakiens tués : entre 104 000 et 230 000 selon l'OMS (Organisation mondiale de la santé) en Irak ; 81 000 selon l'organisation britannique Iraq Body Count (IBC)

Degré de satisfaction des minorités : Selon un sondage de la BBC réalisé en mars 2008, « Seuls 33 % des sunnites [au pouvoir du temps de Saddam Hussein] sont satisfaits de leur vie actuelle, alors que les chiites sont 62 % et les Kurdes 73 %.» *Le Monde*, 19 mars 2008

Personnes déplacées et réfugiés en Irak : Aux alentours de 4,5 millions.

Au moins 1,9 million à l'intérieur du pays et plus de 2 millions à l'extérieur. *Magazine Réfugiés*, n° 146.

Selon le *Quarterly Report* du SIGIR (Special Inspector General in Iraq), 30 janvier 2008, les réfugiés irakiens sont surtout concentrés dans 6 pays : Iran 99 000 ; Turquie 4 000 ; Syrie, 1,5 million ; Liban 50 000 ; Jordanie de 500 000 à 750 000; Égypte 19 250.

Le Bradley de l'Iran serait donc Fallon, et le vrai MacArthur, le général David A. Paetrus, l'homme de confiance de la Maison-Blanche, chargé de mettre en œuvre l'impulsion (surge) du renforcement des forces américaines en Irak. Or, ce dernier s'oppose aujourd'hui à une diminution de ses troupes en Irak et tout semble indiquer qu'en 2008 le niveau des forces américaines restera sensiblement le même qu'en 2007. Le temps pour le président Bush de terminer son mandat tout en laissant le dénouement de cette guerre à ses successeurs, quels qu'ils soient.

DES CANDIDATS SANS VISION

Du côté républicain, le discours conservateur du sénateur John McCain est clair. L'Amérique doit rester « un siècle en Irak », s'il le faut. À la bonne heure ! Même si le sénateur oublie, ce disant, qu'il existe une différence fondamentale entre l'Irak et l'Afghanistan, les États-Unis ayant le statut de puissance occupante dans le premier cas, et la bénédiction partielle de l'ONU dans le second. Il résulte de tout cela deux conclusions. La première est que la solution du conflit irakien passe par l'Iran, ce à quoi le sénateur McCain ne semble pas vouloir se résoudre. La seconde, la solution de ce conflit est impossible sans un retrait progressif des troupes américaines de ce pays, ce qui suppose encore une fois une reconnaissance tacite de l'Iran à cette formule. Ce qui à court terme n'est pas envisageable.

Quant à la solution du conflit afghan, qui ne cesse de s'enliser, elle passe par un règlement quelconque de la guerre contre le terrorisme où tout est si étroitement imbriqué qu'il est impossible d'y voir clair. Le retour en force des Talibans est un phénomène politique régional à caractère ethnique avant d'être un trait politique à dénotation terroriste. Un « combat difficile mais juste », disent plusieurs pays, dont la France, certes parce que cette opération bénéficie de la bénédiction de l'ONU, mais surtout parce qu'un retrait serait « abandonner à leur sort les Afghans qui ont misé sur l'intervention occidentale et, au-delà, sur la démocratie ». (*Le Monde*, éditorial, 30 avril 2007)

Lors de la Convention nationale des démocrates en juillet 2004, le sénateur Barack Obama (Illinois) estimait qu'il ne fallait pas trahir la promesse faite au peuple irakien. Un retrait des troupes serait une entreprise déstabilisante, estimait-il à l'époque. En janvier 2007, il demandait, au contraire, à ce que toutes les brigades de combat soient retirées d'Irak d'ici le 31 mars 2008. Dans son article publié dans *Foreign Affairs* (juillet/août 2007), il ne souhaitait pas moins renforcer le dispositif militaire américain en préconisant l'ajout de 65 000 soldats et de 27 000 marines. En réalité, les États-Unis doivent se concentrer sur l'Afghanistan et le Pakistan, à ses yeux, « le front central de la guerre contre Al-Qaïda », tout en agissant d'une façon « rapide, judicieuse et décisive » grâce à l'élaboration d'une stratégie intégrée qui renforce le dispositif US en Afghanistan et qui élimine « les restrictions posées par les pays alliés quant au recours à la force par leur troupes ». Par ailleurs, un président américain ne devrait jamais craindre de négocier avec ses ennemis, ajoutait le sénateur Obama, ce qui lui a valu d'être traité de « naïf » par la candidate démocrate Rodham Hillary Clinton (New York) et la remarque immédiate du président Bush sur le fait qu'il est « dangereux et contreproductif » de négocier avec des dictateurs sans conditions. En dépit de la bonne volonté du candidat, aucune stratégie précise n'existe en ce qui a trait au retrait des troupes US d'Irak.

La même chose peut être dite des projets de la sénatrice Clinton qui promet un retrait progressif des troupes commençant dans les six mois de son éventuelle entrée à la Maison-Blanche, ainsi que la convocation d'une conférence régionale réunissant « les puissances globales, les principaux alliés des États-Unis et tous les pays riverains de l'Irak », afin de stabiliser la situation en Irak (Hillary Rodham Clinton, *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2007). Elle compte aussi sur le Secrétaire à la défense, le Conseil de la sécurité nationale ainsi que sur les chefs d'état-major conjoints pour produire un plan de retrait « viable » des troupes américaines en Irak. Autant dire qu'il s'agit là d'un pas dans la bonne direction mais qui représente une simple vue de l'esprit, puisque rien n'est précisé : ni condition, ni calendrier, ni projet de stabilisation, ni coût, ni cadre de règlement.

Quant au sénateur John McCain que les sondages donnent perdant, il a beau évoquer son expérience et sa connaissance des dossiers internationaux, il a néanmoins peu de chances d'être élu, face à une coalition possible entre le sénateur Obama et l'ancien vice-président Al Gore, voire même contre la sénatrice Clinton qui se concentre désormais d'une façon prioritaire sur les problèmes économiques de l'Amérique. En outre, l'âge avancé du prétendant républicain n'en fait sûrement pas le candidat de la génération montante aux États-Unis... Il n'en reste pas moins qu'à ses yeux, cette guerre peut être gagnée, les États-Unis dussent-ils rester 100 ans en Irak. Or, en la matière, l'ancien conseiller Henry A. Kissinger tout comme la sénatrice Clinton estiment que cette guerre est déjà perdue.

LE CLIVAGE TRANSATLANTIQUE

Les États-Unis dénoncent le caractère à deux étages (two-tier) de l'OTAN où certains pays acceptent d'assumer des responsabilités en Afghanistan, et d'autres rien ou très peu, surtout lorsque la présence de leur troupes est assortie de conditions qui équivalent à un refus de croiser le fer avec les Talibans. En réalité, les États-Unis cherchent à partager le coût de cette guerre avec leurs alliés, mais aussi à les convaincre que le combat contre les Talibans n'est qu'une simple continuation de la guerre contre le terrorisme. Or, en la matière, les Européens ne sont guère convaincus par l'argument américain. La guerre en Afghanistan n'a pas empêché les événements terroristes sanglants de Londres, Madrid et Barcelone, pas plus qu'elle n'a diminué l'intensité des conflits, bien au contraire, dans la grande région du Moyen-Orient.

Il n'en reste pas moins que l'Afghanistan par un curieux retour des choses redevient un axe prioritaire dans la politique étrangère américaine, dans la mesure où la question du terrorisme reste un élément non négociable et fondamental aux yeux de tous les Américains. Le traumatisme du 11 septembre explique sans doute cet élément de permanence aux États-Unis, alors qu'en Europe, aussi touchée par ce même fléau, on observe un certain recul par rapport à la gravité du phénomène et surtout en ce qui concerne les moyens à mettre en œuvre pour combattre cette calamité. Dans un certain sens, le président Karzaï partage le point de vue des Européens en rappelant aux États-Unis que leurs frappes contre les positions des Talibans tuent souvent plus de civils que les actions des Talibans contre les populations afghanes. Néanmoins, Washington continue d'affirmer que l'Europe sous-estime la menace terroriste.

PROGRÈS EN IRAK ?

Ironiquement, la situation se détériore en Afghanistan, alors que celle qui prévaut en Irak semble laisser percer une lueur d'espoir, ambiguë certes mais néanmoins palpable : la réaffirmation partielle du pouvoir central à Bassorah lors des combats qui ont opposé en mars 2008 les forces armées irakiennes face aux milices radicales d'al-Sadr ou de l'armée du Mahdi. En outre, les lois passées par le Parlement irakien le 13 février 2008 (la répartition des pouvoirs entre l'autorité centrale et les régions, l'amnistie accordée à des milliers de détenus et l'approbation d'un budget pour l'année 2008) pourraient, si elles sont suivies d'effet, marquer le début d'une forme de réconciliation nationale entre les différents groupes ethniques et permettre à quelqu'un, autre que le général David Petraeus, d'affirmer que des progrès se dessinent à l'horizon politique de ce pays.

L'ÉNIGME IRANIENNE

Tous les observateurs s'entendent pour affirmer qu'il n'y a que deux solutions au conflit irakien : la guerre civile ou la partition du pays. Certains estiment que le conflit irakien emprunte désormais au modèle hybride de Gaza où deux factions rivales s'affrontent : le Hamas et le Fatah. En effet, « Nouri al Maliki est soupçonné par les sadristes de privilégier l'autre composante majeure de l'alliance chiite, le Conseil suprême islamique irakien et sa milice Badr » (http://www.rfi.fr/actufr/articles/099/article_64275.asp). La question qui se pose alors est celle de savoir si al-Sadr bénéficie du soutien direct de Téhéran ou encore d'un appui tacite à ses tentatives de renforcer sa position en vue des prochaines élections provinciales en Irak, en octobre prochain. La question reste posée, mais il est tout aussi probable que l'Iran joue et continuera de jouer sur tous les tableaux à la fois, étant donné ses profondes divisions intérieures.

Les intérêts de l'Iran et de la Turquie vont dans le sens d'une stabilisation de la situation en Irak. Paradoxalement, al-Sadr a été un facteur de stabilisation depuis plusieurs mois dans la mesure où il a encouragé ses congénères à cesser de livrer une guerre fratricide inter chiite. Les événements de Bassorah dont le bilan militaire est mitigé aurait pu être plus dévastateur encore pour les forces irakiennes, n'eût été de l'appui aérien de l'aviation britannique et américaine. En outre, les événements violents d'avril 2008 à Sadr Cité et la demande du gouvernement al-Maliki demandant aux milices de la région de désarmer ne sont pas de bon augure pour l'avenir. Car, il est peu probable que cette condition soit acceptée par l'armée du Mahdi. La route est donc encore longue avant que l'Irak ne soit doté d'une véritable armée capable d'assurer sa sécurité. Pour l'instant, le gouvernement al-Maliki dont la survie dépend de l'appui de Washington semble s'engager dans la voie d'une réconciliation nationale. La difficulté tient toutefois à l'absence de véritables institutions nationales qui n'ont d'opérationnalité que le nom.

L'Iran persistera sans doute dans sa voie de l'enrichissement nucléaire. L'administration Bush à ses yeux n'est plus qu'un canard boiteux. Les élections présidentielles américaines ouvriront une nouvelle fenêtre d'opportunité pour l'Iran, quel que soit le candidat démocrate élu. Dans le cas contraire, Téhéran devra peser le pour et le contre. Les choix sont multiples, mais ils tiennent à une seule alternative : subir les pressions de Washington durant cinq ans encore, surtout si le candidat McCain devait l'emporter, ou participer plus activement à la recherche d'une stabilisation du grand Moyen-Orient. Autant dire que ce sont là des vœux pieux. Chose certaine, la solution du problème passe par Téhéran et il n'y a aucune raison de croire que l'Iran est un pays moins intelligent que les autres. Même si son président reste enfermé dans des schèmes idéologiques peu porteurs d'avenir...

L'inquiétude règne au sein des pays arabes sunnites et la résolution du conflit passera aussi nécessairement par un accommodement entre sunnites et chiites, trop longtemps divisés au cours de leur histoire pour permettre de croire à une solution à court terme du conflit. Pourquoi l'Iran, après avoir vu l'établissement d'une République chiite sœur en Irak serait-il le moins tenté par un rapprochement avec Washington ou par les sirènes des bénéfices économiques qu'ils pourrait retirer s'il renonçait à son programme d'enrichissement de l'uranium ? En la matière, les États-Unis tout comme probablement les Russes, continueront de maintenir leurs pressions sur Téhéran, que le président élu en novembre soit démocrate ou républicain. C'est sans doute là le mauvais calcul de l'Iran ou peut-être ce qu'attend Téhéran avant de prendre une décision un peu plus respectueuse des intérêts occidentaux, donc d'Israël ! À voir.

Albert **LEGAULT**

Titulaire

Chaire de recherche du Canada en relations internationales (CRCRI)

Département de science politique, UQAM